

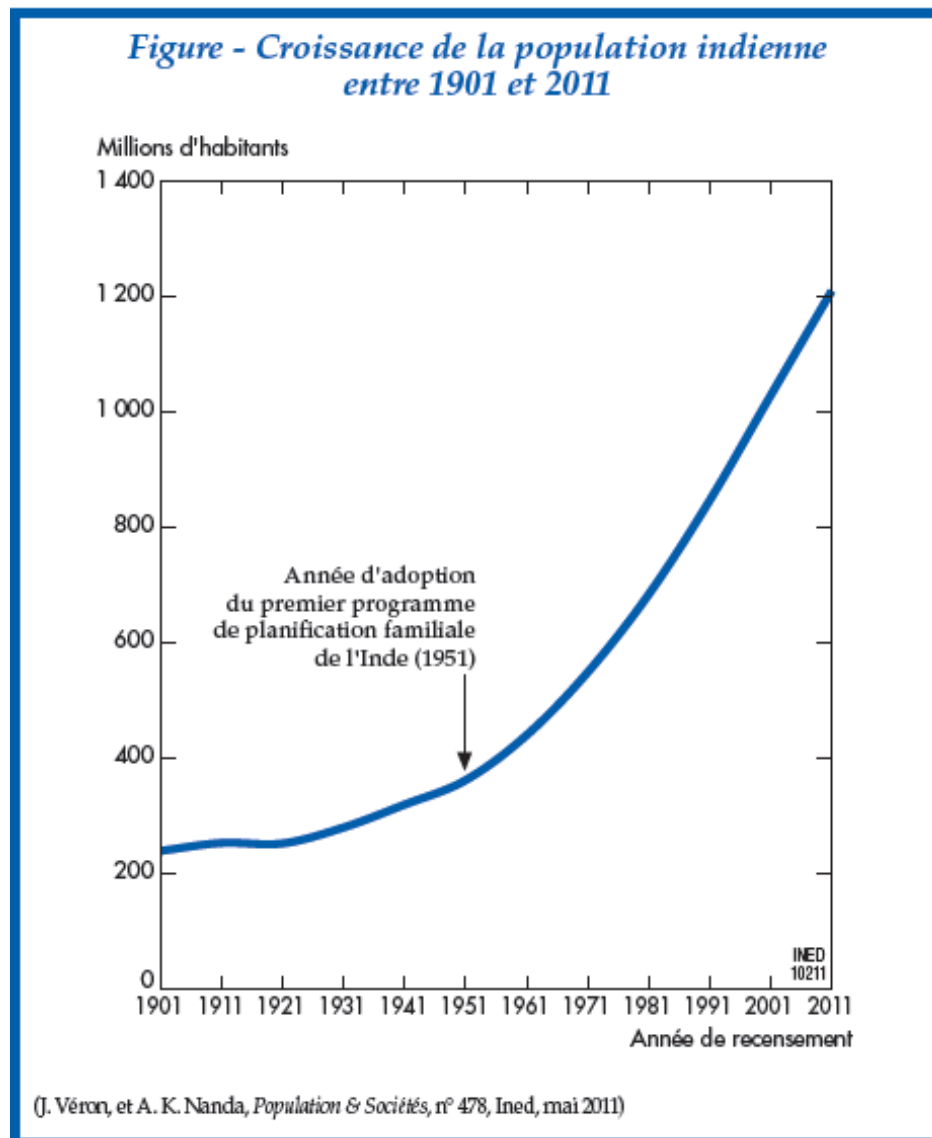
La situation sociale et économique en Inde

Quelques chiffres d'abord !

Qu'est-ce que la situation sociale et économique si ce n'est celle des hommes et des femmes de ce pays ? Tout commence par là : la démographie.

Démographie¹

Avec 1,21 milliards d'habitants en 2011 (année de son plus récent recensement), l'Inde est le deuxième pays le plus peuplé au monde après la Chine. De 1901 à 2011, la population de ce pays est passée d'environ 230 à plus de 1 200 Mhab.

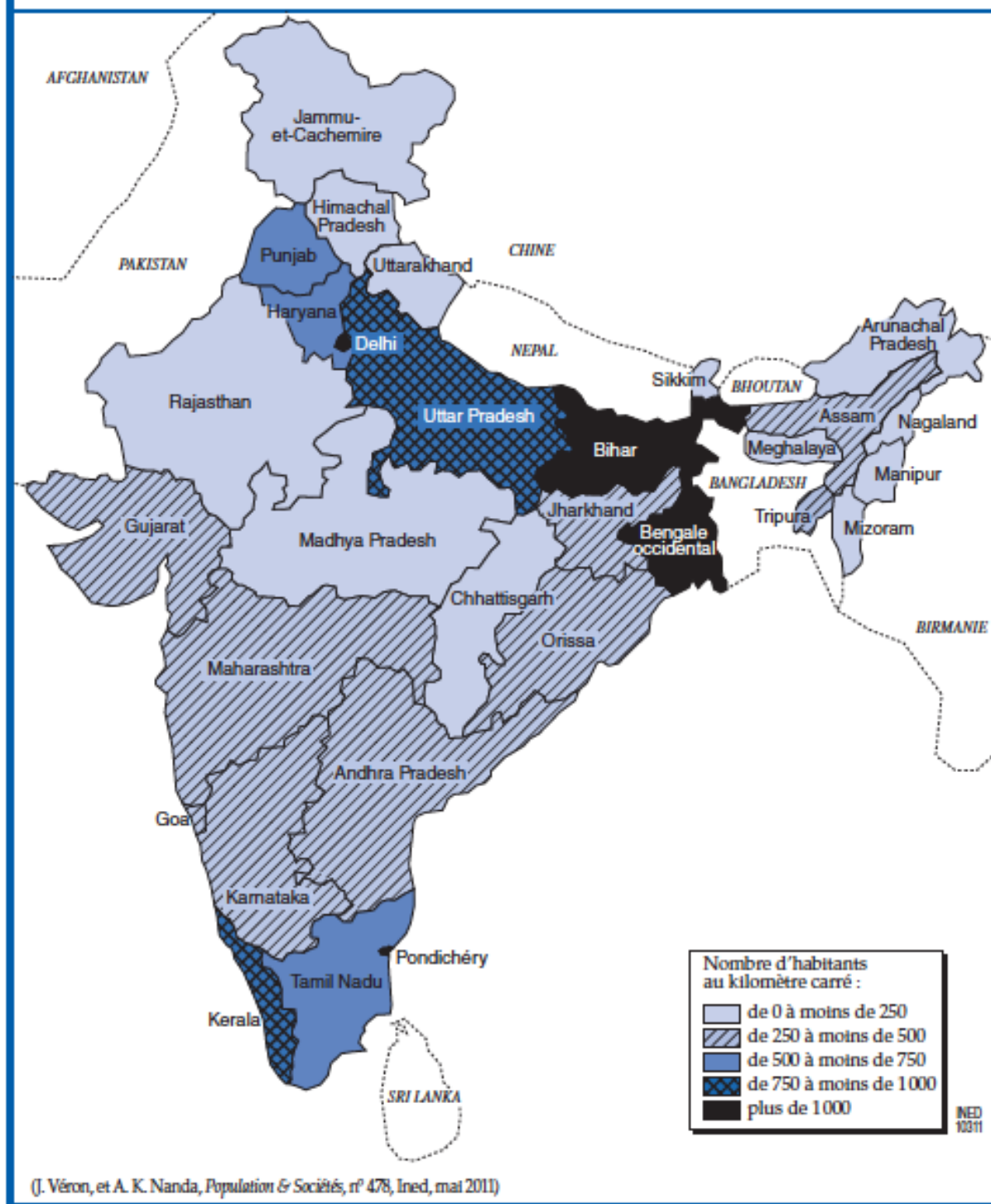


Les défis ne manquent pas pour l'avenir, puisque la population pourrait encore s'accroître d'un demi-milliard d'ici cinquante ans. Elle devrait dépasser celle de la Chine d'ici 2030.

Les taux de croissance de la population ont baissé entre 1991-2001 et 2001-2011, mais, pas uniformément. Alors que la transition démographique est achevée dans un grand nombre d'États, en particulier d'Inde du Sud, elle est toujours en cours voire relativement peu avancée dans certains États du nord du pays parmi lesquels figurent des États très peuplés et souvent les plus pauvres. En 2005-2006, la fécondité était toujours supérieure à 3 enfants par femme au Rajasthan.

La densité moyenne de la population indienne est de 382 habitants au km² en 2011, contre 325 dix ans plus tôt. En 2010 (recensement en Chine), la densité de population chinoise n'est cette année là que de 140 habitants au km². Derrière cette moyenne indienne se cachent des disparités extrêmes (carte). Elles sont à rapprocher d'une géographie très contrastée et de conditions économiques très différentes. La densité du Rajasthan n'est certes que de 165 habitants au km² mais près de 60 % de la superficie de cet État est désertique. Les États du Bihar et Bengale occidental atteignent des densités de plus de 1 000 habitants au km².

Carte - Densité de la population en Inde en 2011 par État



La forte discrimination à l'égard des petites filles qui était apparu à l'occasion du recensement de 2001, notamment dans les États du Nord-Ouest du pays semble d'être atténué. Autre signe encourageant, l'alphabétisation continue d'augmenter : elle a progressé de presque dix points entre les deux recensements (74% des personnes contre 65% en 2001).

L'évolution du nombre d'habitants reste un enjeu de développement dans l'avenir : selon les dernières projections démographiques des Nations Unies, la population de

l'Inde pourrait s'accroître encore de 500 millions dans le prochain demi-siècle avec un maximum de 1,7 milliard d'habitants en 2060.

Aussi est-on surpris du titre du Monde dans un article d'avril 2013 : *L'Inde est en passe de gagner la bataille démographique*². Julien Bouissou laisse entendre que le dynamisme démographique indien pourrait constituer un formidable atout alors que, dans le même temps, la population active des pays développés et de la Chine va décliner. Il s'interroge cependant : l'Inde réussira-t-elle à en tirer profit ? Pour que la main-d'œuvre indienne participe à la production nationale de richesses, encore faut-il qu'elle soit employable : *“seuls 5 % des jeunes âgés de 19 à 24 ans ont reçu une formation”*, s'est alarmé Subramaniam Ramadorai, directeur de l'Organisme national de développement des compétences (NSDC) en décembre 2012.

Economie

Après l'indépendance, la période de planification sous Nehru et du modèle socialiste vers lequel se tourna Indira Gandhi, au début des années 90, l'Inde s'est engagée dans des politiques de libéralisation et de globalisation. Narasimha Rao, après le sauvetage du pays par le FMI et agissant avec la bénédiction de ce dernier, dévalue la roupie et la rend convertible, supprime certains monopoles d'État, ouvre le capital des sociétés indiennes aux étrangers, accorde des avantages fiscaux aux Indiens expatriés (NRI, Non Resident Indian) désireux d'investir dans le pays. Petit à petit, les plus grandes firmes multinationales s'intéressent à l'Inde. L'abaissement des tarifs douaniers, l'assouplissement de la bureaucratie – un obstacle majeur jusque-là –, la mise en place de programmes de privatisation (en particulier dans le secteur des télécommunications, de la pharmacie et de la banque), les encouragent à venir s'y établir.

L'Inde connaît dès lors une explosion des secteurs de la construction, de la téléphonie mobile, des secteurs financier, automobile et informatique. La classe politique, les yeux rivés sur Washington, a résolument tourné le dos aux ambitions de Nehru, celles d'une grande nation siégeant au club des pays non-alignés, pour devenir le champion de l'externalisation. Ses universités, désormais aussi cotées que leurs équivalentes occidentales, forment les élites qui gouverneront demain India Inc., comme la surnomment les économistes locaux.

Selon la Banque mondiale, le PIB indien aurait atteint 1 842 milliards de dollars en 2012, soit 2,55% du PIB mondial, plaçant ce pays à la 10^e place entre le Canada et l'Italie. Rapporté à la population, le PIB par habitant représente 1 530 \$/hab/an, ou 3 840 USD en parité de pouvoir d'achat (PPP), plaçant l'Inde à la 133^e place. Ces chiffres pointent l'une des difficultés du pays, celle de la pauvreté d'une part importante de sa population.

La part des principaux secteurs d'activités au PIB a évolué rapidement dans les années récentes. En 2012 (par rapport à 2000), elle vient de l'agriculture pour 17,4% (23%), de l'industrie pour 26,1% (26%) et des services pour 56,5% (50%).³

L'Inde suit une trajectoire de croissance économique élevée. Y compris au plus fort de la crise de 2008, l'activité a été marginalement affectée (croissance économique de 6,7 % en 2008/09 contre une croissance potentielle de l'ordre de 9 %). L'investissement, principal moteur de la croissance indienne, a été moyennement touché et s'est très vite redressé.

L'Inde pourrait devenir la 3^e puissance économique mondiale à l'horizon 2030. Ses atouts sont nombreux et la distinguent de son grand voisin chinois : forte baisse du ratio de dépendance du fait d'une dynamique démographique favorable, classe très nombreuse d'entrepreneurs privés et valeurs bien ancrées de démocratie et d'Etat de droit. Compte tenu de ces perspectives encourageantes, l'Inde capte sans surprise une grande partie des flux mondiaux d'investissement (3^e pays le plus attractif selon les Nations-Unies).

L'Inde a pris ces dernières années une place importante dans les négociations multilatérales (OMC, et G20 notamment) dans lesquelles elle cherche parfois à se faire le héraut des pays en développement.

Il reste que, pour continuer sa marche en avant, l'Inde doit répondre efficacement à de nombreux enjeux. Outre les faiblesses de l'éducation primaire ou secondaire, la faible employabilité des diplômés, la forte mortalité infantile etc., l'Inde fait face à une pauvreté très répandue (plus des trois quarts de la population vivent avec moins de 2\$ PPA par jour). Les régions les plus riches sont, du point de vue du développement, comparables à celles d'Asie du sud-est tandis que les régions les plus pauvres ressemblent à l'Afrique sub-saharienne. Les inégalités sont également fortes entre les couches sociales et entre les zones urbaines et rurales. Le pays demeure d'ailleurs largement rural (deux tiers de la population) et agricole (plus de la moitié de l'emploi et environ 20 % du PIB), mais l'urbanisation et l'industrialisation progressent.⁴

Concernant le Rajasthan, les maharajas tiraient l'essentiel de leurs revenus des impôts sur les paysans et les commerçants ; ils n'ont guère investi dans l'industrie, si bien qu'à l'indépendance, le Rajasthan s'est trouvé en retard par rapport aux États voisins, mieux équipés. Aujourd'hui encore, il compte parmi les régions les moins développées du pays. L'agriculture y est archaïque. Plus des trois quarts des Rajasthanis habitent à la campagne. La population rurale continue de mener une vie précaire, conditionnée par la mousson et handicapée par la faiblesse des infrastructures. Accentué par les mauvaises moussons dont souffre la région depuis quelques années, le grand problème de l'agriculture du Rajasthan reste le manque d'eau douce : les nappes phréatiques sont salées et les pluies insuffisantes. Le système d'irrigation demeure trop peu développé malgré la construction du canal Indira Gandhi, ou canal du Rajasthan, qui a pourtant transformé la région désertique qu'il irrigue et dont l'extension se poursuit.⁵

Mais le Rajasthan était aussi le lieu traditionnel de passage des caravanes reliant le Moyen-Orient à l'Asie du Sud, et les ports du Gujarat à Delhi. Il a produit des marchands et banquiers particulièrement efficaces, issus des communautés de banya (commerçants), tant jaïnes⁶ qu'hindoues. À la fin du 19^e s., les banya du Shekhawati (au nord-est de l'État), partent chercher fortune dans les ports de l'empire des Indes, où on se met à les appeler marwari ; ils fondent quelques-uns des plus grands groupes industriels indiens : Birla, Goenka, Bajaj, Poddar, Modi... Les deux autres communautés qui, avec les marwari, ont fait démarrer le capitalisme indien moderne et contrôlent actuellement la majorité des grandes entreprises nationales (80 % env.) sont les jaïns, souvent originaires du Rajasthan (Jaïn, Mahindra, Mafatlal, Dalmia, Walchand...), et les parsis (Tata, -Godrej, Mody...).

Dès 2006, Christophe Jaffredot⁷, pouvait répondre à la question : *Comment un pays pauvre peut-il devenir "l'autre géant asiatique" ? - Si être un géant, ça veut dire peser sur la donne géostratégique, concurrencer les pays occidentaux dans l'ordre économique, et puis atteindre le premier rang de la population mondiale, eh bien l'Inde peut remplir les*

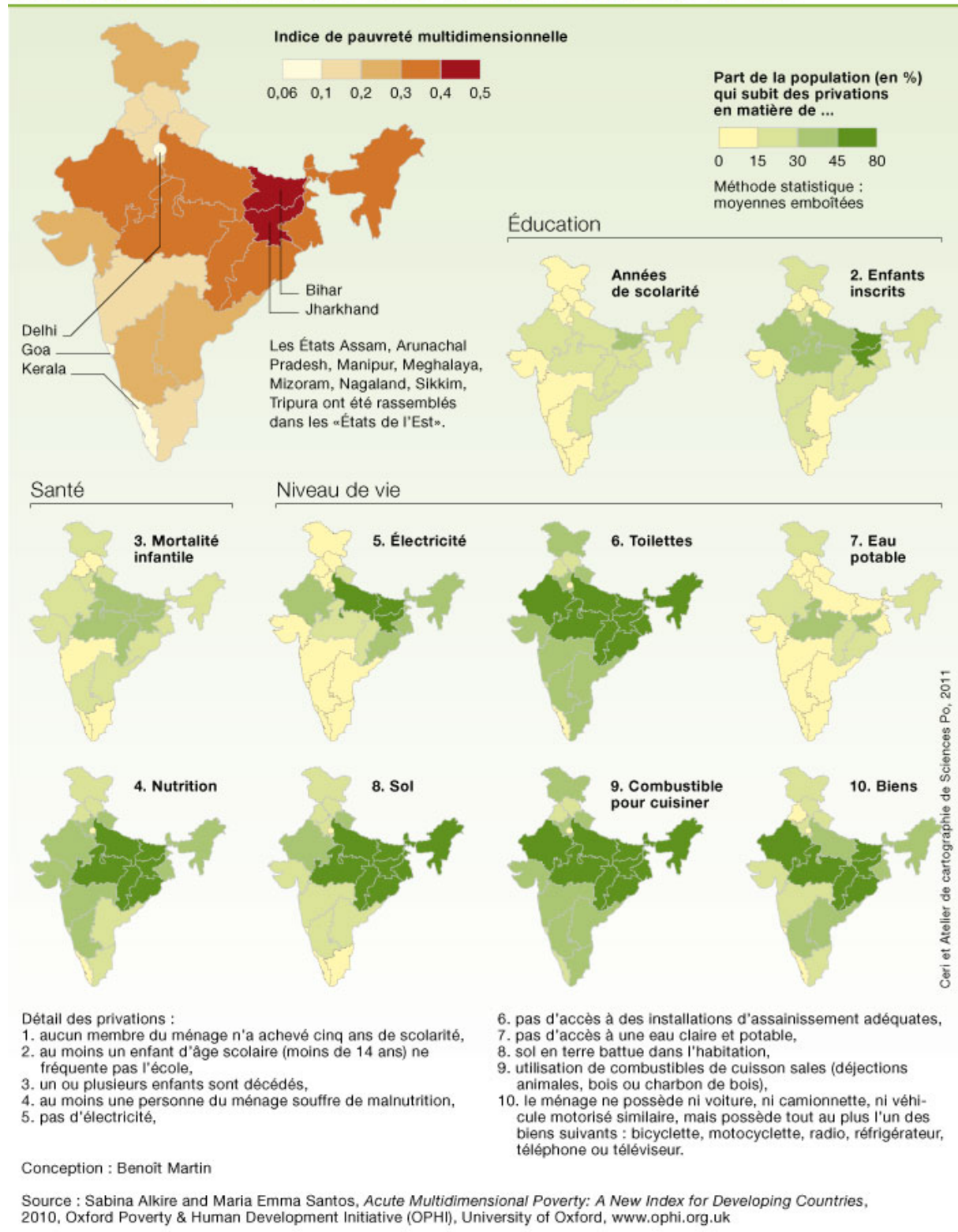
*critères de la grandeur. En deux mots, l'Inde est une puissance nucléaire de facto ; dans l'ordre économique, c'est une puissance aussi, à travers des secteurs de pointe qui sont notamment l'informatique (plus d'un quart du marché mondial du logiciel), l'Inde est aussi le premier fabricant de médicaments génériques. On est au début d'une montée en puissance dans le domaine industriel, avec la multiplication des délocalisations vers l'Inde et, en parallèle, le développement de multinationales indiennes qui arrivent chez nous. Et dans l'ordre démographique, l'Inde sera la première population mondiale devant la Chine, probablement autour de 2040, avec 1,5 milliard d'habitants. Ce qui est un atout pour l'économie indienne, car cela va maintenir les coûts de main-d'œuvre très bas.*⁸

Social

Si l'Inde un des pays au taux de croissance le plus élevé au monde, c'est en même temps celui où le nombre de pauvres est le plus grand.⁹

Il n'y a pas de consensus quant à la définition de la ligne de pauvreté en Inde - et, par conséquent, quant au nombre de pauvres. En 2005, la Banque mondiale évaluait ce dernier à 456 millions de personnes (soit 41,6% de la population) sur la base de son critère habituel : une moyenne de 1,25 dollar de revenu journalier. Au même moment, la Banque asiatique de développement livrait ses propres chiffres. Situait la ligne de pauvreté à 1,35 dollar de revenu journalier, elle évaluait à 54,8% la part de la population indienne (soit 622 millions de personnes) sous ce seuil. Le gouvernement indien, sur la base de ses propres critères¹⁰ estimait à 27,5% la part de la population vivant sous le seuil de pauvreté, puis face aux protestations soulevées en Inde comme au plan international par ce chiffre, à 38%. Les variations qu'induit une modification minimale de l'indicateur retenu montrent que, s'il y a des degrés dans la pauvreté, l'éventail est des plus resserrés, l'Inde étant quoi qu'il arrive le pays qui abrite le plus de pauvres au monde. Une autre étude très détaillée, de l'Oxford Poverty and Human Development Initiative¹¹ utilisant le Multi-Dimensional Index est parvenue à une conclusion à peine moins pessimiste puisqu'en 2010, elle a évalué à 55% la part des Indiens vivant sous le seuil de pauvreté.

Indice de pauvreté multidimensionnelle dans les États indiens, 2000-2008

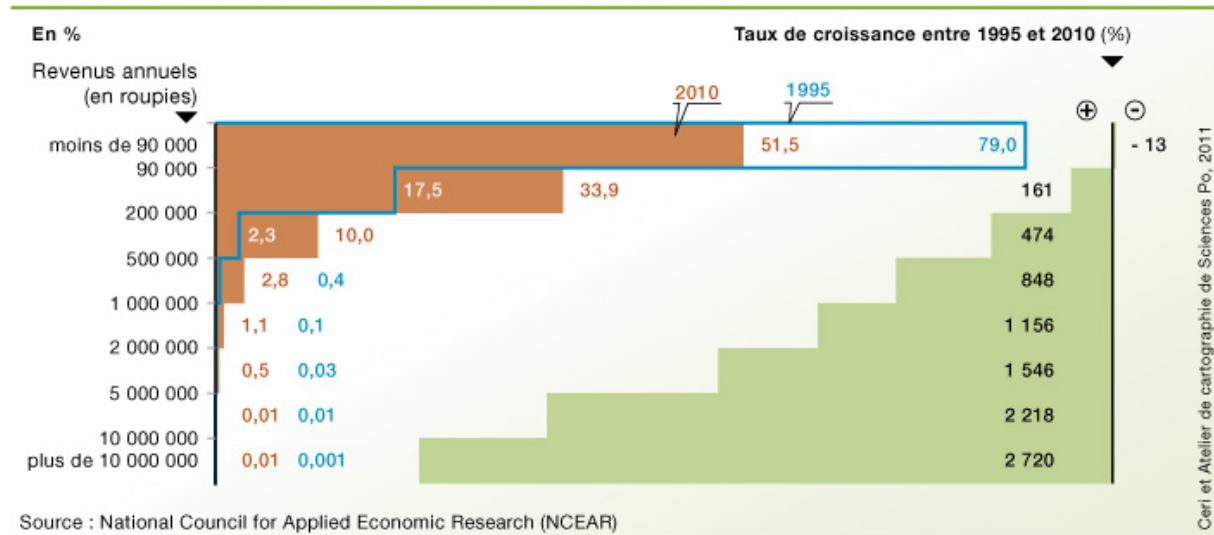


La question sociale ne se réduit pas au constat du nombre de pauvre. Savoir si la pauvreté recule ou non est évidemment un élément clé d'appréciation des politiques publiques et notamment de la politique de libéralisation économique engagée en 1991. Pour la Banque mondiale, le pourcentage des Indiens vivant avec 1,25 dollar par jour est passé de 60% en 1981 à 42% en 2005. Mais cette évolution ne se traduit pas par une

diminution en valeur absolue, le nombre de pauvres continuant à croître - de 421 millions en 1981 à 456 millions en 2005. Et les chiffres de la Commission au plan indienne n'infirmement pas les conclusions de la Banque mondiale quant à la dynamique à l'œuvre. En outre, si la libéralisation économique ne s'est pas traduite par des résultats spectaculaires sur le front de la lutte contre la pauvreté, elle a eu pour effet une forte croissance des inégalités. D'après le NSS¹² le coefficient de Gini¹³ a augmenté de 28,5 à 29,7 entre 1993-94 et 2004-2005, alors même qu'il était passé de 31,7 à 28,5 entre 1983 et 1993-94, en raison d'un resserrement des écarts dans les campagnes.

D'après une étude du National Council for Applied Economic Research (NCAER) indien, le pourcentage des ménages vivant avec moins de 90 000 roupies par an (soit environ 1 800 euros par an, soit 150 €/mois ou 5 €/j) restait supérieure à 50% de la population en 2009-2010 et leur nombre n'a pas fortement diminué - passant de 131,2 en 1995 à 114,4 millions (2009-2010), tandis que celui des ménages gagnant plus d'un million de roupies par an (soit environ 20 000 euros) est passé dans le même temps de 268 000 à 3 806 000 (soit une multiplication par plus de 14).

Répartition des revenus par foyer en Inde, 1995-2010

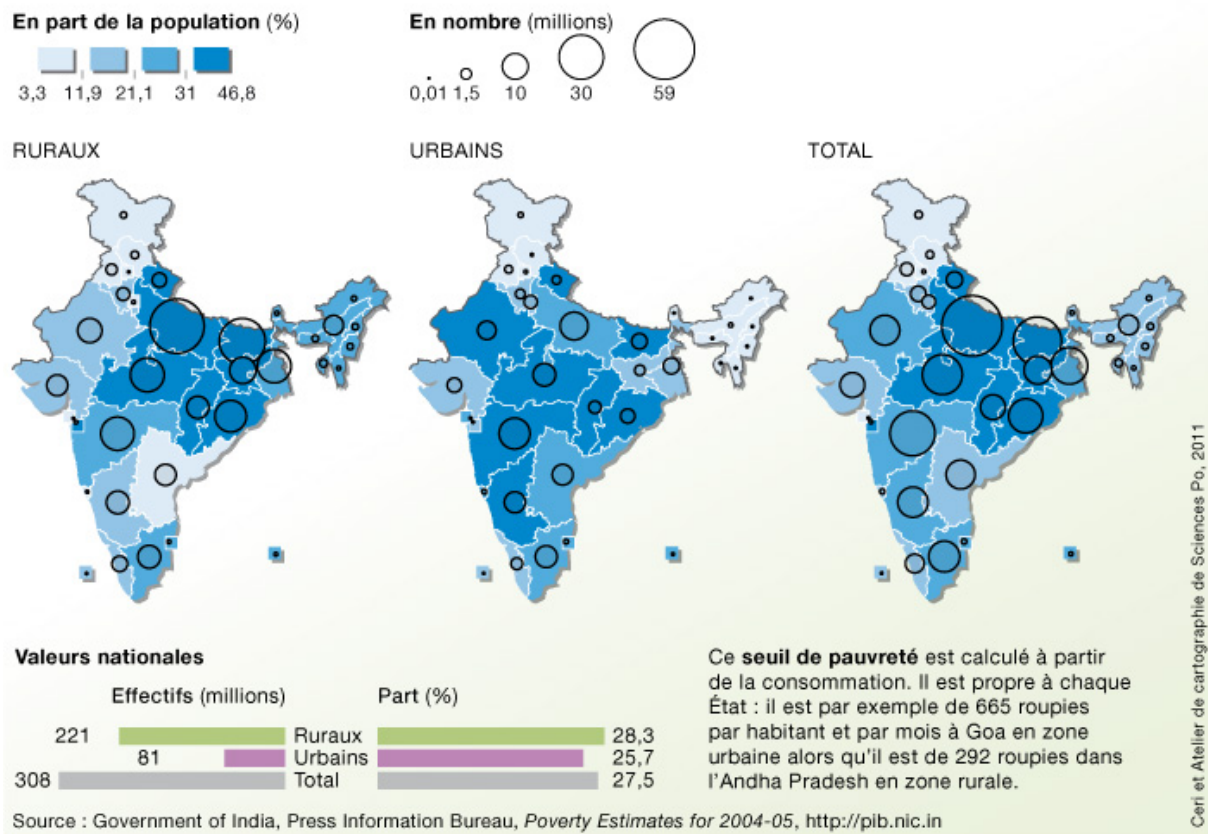


Et quant aux super-riches, le nombre des Indiens du centile supérieur a progressé de 285% entre 1987-1988 et 1999-2000 et la part de la richesse nationale entre les mains des milliardaires indiens est passée de 0,8% du PNB en 1996 à 23% en 2008. En 2006, détrônant le Japon, l'Inde est devenue le pays d'Asie abritant le plus de milliardaires en dollars - 36 contre 24 au pays du soleil levant. Il suffit de parcourir la banlieue sud de Delhi pour voir combien fleurissent les villas de nouveaux riches sur des terres autrefois agricoles.

Qui sont donc les pauvres en Inde ? Les musulmans forment une communauté en voie de paupérisation, résultat au départ de la partition de 1947, puis victime d'un certain conservatisme, de discriminations et de violences. Elle se concentre aussi sur les Dalits (ex-intouchables) et les Adivasis (aborigènes) en particulier, notamment dans une vaste zone située au nord et à l'est de l'Inde. Ils forment le noyau dur de la pauvreté de masse en Inde en raison de leurs occupations traditionnelles (les intouchables ont ainsi longtemps été réduits aux tâches les plus dégradantes) et de leur accès très limité à la terre. En fait, ces deux groupes sont en large part des paysans sans terre (ou presque).

La géographie de la pauvreté mérite une double attention.

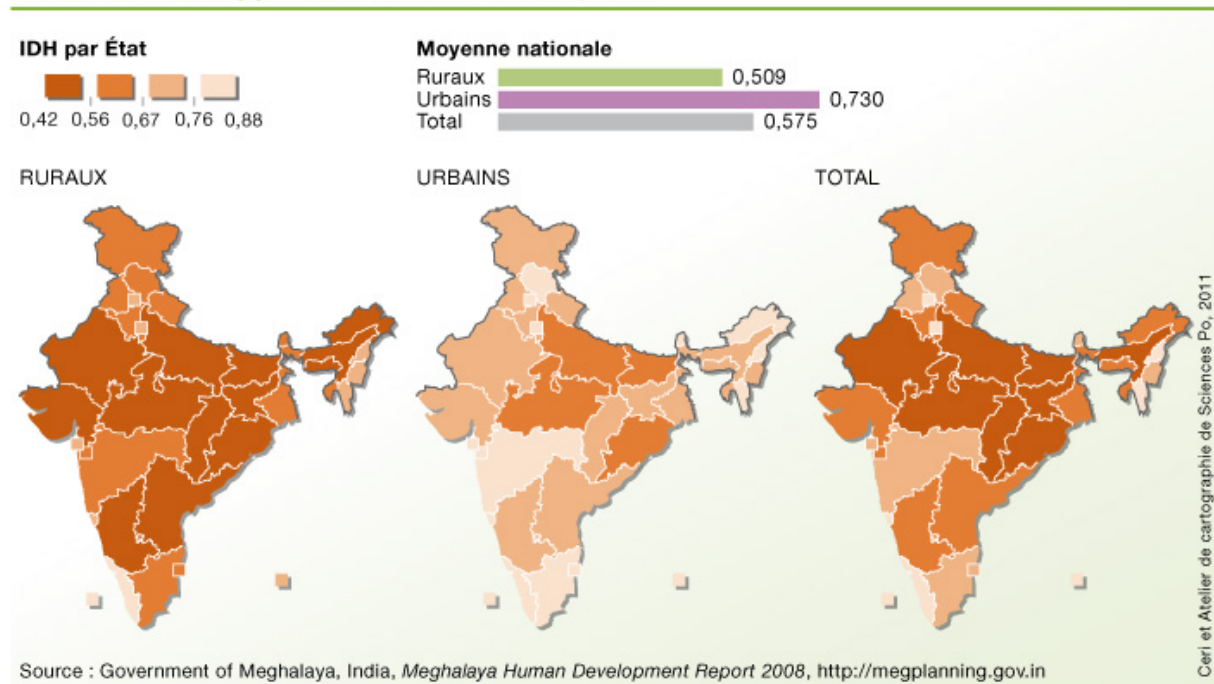
Population vivant sous le seuil de pauvreté en Inde, 2005



La première constate que la pauvreté de masse résiste davantage à la croissance économique en zone rurale qu'en ville - au point que les inégalités qui y étaient en passe de se résorber jusqu'au début des années 1990 s'accroissent à nouveau. La seconde discerne « L'Inde qui brille » et l'autre. La partie prospère du pays se situe au sud-ouest d'une ligne allant de Simla (en Himachal Pradesh) jusqu'à Hyderabad en Andhra Pradesh. Mais, elle exclut le Rajasthan qui fait aussi partie de l'autre Inde.

L'indice de développement humain permet à nouveau d'intégrer une analyse multifactorielle (revenu, santé, éducation).

Indice de développement humain en Inde, 2005



En conclusion, il ressort une explosion des inégalités en Inde dont les principales victimes sont les ruraux, en particulier les Adivasis, même si les Dalits et les musulmans (urbains) ainsi que les habitants des petites et moyennes agglomérations ne sont pas épargnés. Au plan géographique, les États les plus frappés se situent dans le nord et l'est. Pour les analystes avertis¹⁴, le creusement des écarts socio-économiques et géographiques constituent une bombe à retardement, surtout dans la ceinture tribale au cœur de cette zone déprimée. Les États du Bihar, du Jharkand, du Chhattisgarh, de l'Orissa et du Madhya Pradesh forment d'ailleurs l'épicentre d'un corridor rouge où opère une guérilla maoïste de mieux en mieux implantée au sein d'une population tribale abandonnée par l'État à des compagnies minières désireuses de les déloger de leurs forêts ancestrales pour exploiter un sous-sol riche en minerai. La situation est d'autant plus critique dans cette région où l'attachement à la terre s'ajoute à la paupérisation qui suffit à préparer le terrain aux mouvements révolutionnaires. Le gouvernement de l'Inde saura-t-il les désamorcer au moyen de politiques de redistribution et la régulation du secteur privé ? Tels sont les défis auxquels Delhi est aujourd'hui confronté.

On ne saurait terminer cette partie sans mentionner l'inspiration que la question de la pauvreté a suscité en Inde.

Né en 1933, Amartya Sen¹⁵ est un économiste et philosophe indien. Spécialiste des problématiques de la pauvreté et du développement, il a reçu le prix Nobel d'Economie 1998 pour « sa contribution à l'économie du bien-être ». Il enseigne actuellement à Harvard. Son influence en économie du développement s'est traduite par la création de l'IDH par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) en 1990, qui permet d'effectuer des comparaisons internationales en termes de développement. Cet indice combine trois « capacités » considérées comme essentielles : la santé, l'éducation et les ressources monétaires. Chaque dimension est évaluée via le recours à

un indicateur élémentaire : l'espérance de vie (pour la santé), les taux de scolarisation et d'alphabétisation (pour l'éducation) et le revenu par tête en parité de pouvoir d'achat (c'est-à-dire en faisant en sorte que l'unité de monnaie ait le même pouvoir d'achat dans les pays comparés). L'IDH est le produit de la combinaison de ces indicateurs.

Muhamad Yunus, né le 28 juin 1940 à Chittagong au Bangladesh, est un économiste et entrepreneur bangladais connu pour avoir fondé la première institution de microcrédit. La Grameen Bank (littéralement, « Banque des villages ») est une banque spécialisée dans le micro-crédit. Elle a été créée officiellement en 1976. Elle dispose de près de 1 400 succursales et travaille dans plus de 50 000 villages. Depuis sa création, elle a déboursé 4,69 milliards de dollars de prêts et affiche des taux de remboursement de près de 99 %. L'organisation et son fondateur ont été récompensés du prix Nobel de la paix en 2006 : « Une paix durable ne peut pas être obtenue sans qu'une partie importante de la population trouve les moyens de sortir de la pauvreté » et « le microcrédit est l'un de ces moyens ». Muhammad Yunus est surnommé le « banquier des pauvres ».

Depuis la France aussi :

Esther Duflo (née le 25 octobre 1972 à Paris) est une économiste franco-américaine, professeur au Massachusetts Institute of Technology (MIT) où elle détient la « chaire Abdul Latif Jameel sur la réduction de la pauvreté et l'économie du développement ». Elle a reçu la médaille John Bates Clark en 2010. En 2013, elle a été choisie par le président des Etats-Unis, Barack Obama, pour faire partie de son équipe sur les questions de développement mondial. Ses travaux sont orientés vers la mesure de l'efficacité d'expérimentations en faveur du développement. Son équipe a par exemple observé qu'offrir un sac de lentilles à des paysans indiens du Rajasthan s'ils venaient faire vacciner leurs enfants se révélait être une incitation très efficace.

J'emprunterai ma conclusion à un article récent paru dans le Monde¹⁶. Pour accompagner un monde qui se complexifie d'année en année, la formation et l'éducation est un préalable. Or en Inde, si une « loi du droit à l'éducation » a été votée en 2010, les Indiens, riches ou pauvres, sont de plus en plus nombreux à devoir payer pour aller à l'école. La proportion d'enfants scolarisés dans le privé est passée de 27,8 % à 33 % en l'espace de trois ans, et ce pourcentage est monté de 16,3 % à 29 % dans les zones rurales au cours des huit dernières années. Cette statistique illustre parmi d'autres la crise de l'apprentissage qui compromet aujourd'hui, selon de nombreux chercheurs, le développement du pays, dont la moitié de la population (1,28 milliard d'habitants) a moins de 25 ans. Voilà qui laisse planer une forte incertitude sur l'avenir du pays.

¹ INED, population et société, N° 478, mai 2011 :

http://www.ined.fr/fichier/t_publication/1540/publi_pdf1_popetsoc_478.pdf

Voir également : « Stabiliser le population de l'Inde : plus facile à dire qu'à faire », INED, Population et Société, N° 423, mai 2006 :

http://www.ined.fr/fichier/t_publication/1172/publi_pdf1_pop_et_soc_francais_423.pdf

² http://abonnes.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2013/04/01/l-inde-est-en-passe-de-gagner-la-bataille-demographique_3151278_3216.html

³ Site du Ministère des Affaires étrangères :

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/inde/presentation-de-l-inde/>

⁴ Site de la Direction générale du Trésor : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/inde>

⁵ http://voyage.michelin.fr/web/destination/Inde-Rajasthan/histoire-culture/Administration_et_economie

⁶ Le jaïnisme (ou jinisme, du sanskrit Jina, « vainqueur du soi »), est une des plus anciennes religions dont les origines sont peu connues, qui seraient venues de l'animisme et qui prend ses racines dans la plus haute antiquité. Le jaïnisme ou dharma jaïn compte près de six millions de fidèles dans le monde, ascètes et laïcs confondus, en majorité en Inde. Le but de la vie pour les jaïns est le même que pour l'hindouisme, le bouddhisme et le sikhisme. Le croyant doit atteindre l'illumination appelée moksha ou nirvana. L'humain doit sortir du flux perpétuel des réincarnations : le samsara, par des choix de vie appelés vœux comme la non-violence ; la prière, la méditation, et le jeûne sont aussi des pratiques jaïnes. Les Maîtres éveillés, moteurs spirituels de cette religion dénommés les Tirthankaras (en sanskrit « les faiseurs de pont ») ont enseigné avant notre ère les principes du jaïnisme. Le terme de chemin de purification est utilisé de nos jours pour décrire la route que doit suivre le pèlerin afin d'atteindre le but de toute vie : l'illumination.

⁷ Christophe Jaffrelot est directeur de recherche au CNRS, professeur invité à King's College (Londres) et Global Scholar à Princeton University. Il a dirigé le CERI de 2000 à 2008. Il est diplômé de Sciences Po (1985), de l'université Paris 1 Sorbonne (maîtrise d'histoire), de l'EHESS (DEA Histoire et civilisations) et de l'Institut national des langues et civilisations orientales (DULCO de hindi). Il a obtenu un doctorat en science politique et l'habilitation à diriger des recherches à Sciences Po en 1991, année où il est devenu chargé de recherche au CNRS. Il a obtenu la médaille de bronze du CNRS en 1993 et est devenu directeur de recherche en 2002. Il dirige la collection d'ouvrages de Sciences Po, Comparative Politics and International Studies chez Hurst (Londres) et Oxford University Press (New York).

Rédacteur en chef de la revue Critique internationale de 1998 à 2003, il en a été le directeur de 2003 à 2008. Il préside le Conseil scientifique des UMIFRE (MAE-CNRS) d'Asie, participe aux conseils scientifiques du Südasiens Institut de Heidelberg, du ZMO à Berlin et du CeMIS de Göttingen. Il est membre des comités éditoriaux de plusieurs revues (dont Nations and Nationalism et International Political Sociology) ainsi que de The Online Encyclopaedia of Mass Violence.

Il est consultant permanent au Centre d'analyse, de prospective et de stratégie du Quai d'Orsay et Nonresident Scholar à la Carnegie Endowment for International Peace (Washington DC). Il est devenu président de la section 40 du CNRS en 2012.

Il anime également, avec Joseph Maïla, un groupe de travail La diplomatie des pays émergents ou comment (re)contrer l'Occident qui analyse les politiques étrangères et les corps diplomatiques de l'Afrique du Sud, du Brésil, de l'Inde et de la Turquie, puissances émergentes qui s'affirment de plus en plus sur la scène internationale.

<http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/users/christophejaffrelot>

⁸ L'Inde, l'autre géant asiatique - Christophe Jaffrelot, directeur du CERI, le mercredi 18 janvier 2006 - lemonde.fr : http://abonnes.lemonde.fr/asi-pacifique/chat/2006/01/17/l-inde-l-autre-geant-asiatique_731455_3216.html

⁹ SciencesPo. CERI : <http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/la-pauvrete-en-inde-une-bombe-retardement>

¹⁰ Les personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté sont celles qui n'ont pas les moyens de s'acheter quotidiennement des aliments représentant 2 100 calories en ville et 2 400 dans les campagnes.

¹¹ <http://www.ophi.org.uk>

¹² National Sample Survey, service statistique indien.

¹³ Le **coefficient de Gini** est une mesure statistique de la dispersion d'une distribution dans une population donnée. Le coefficient de Gini est un nombre variant de 0 à 1, où 0 signifie l'égalité parfaite et 1 signifie l'inégalité totale. Ce coefficient est très utilisé pour mesurer l'inégalité des revenus dans un pays.

¹⁴ L'Esprit Public | 11-12 - Thématique : L'Inde, avec Christophe Jaffrelot
<http://www.franceculture.fr/player/reecouter?play=4474917>

¹⁵ <http://www.economie.gouv.fr/facileco/amartya-sen>

¹⁶ Les ratés de l'école publique indienne menacent l'avenir de millions d'enfants - LE MONDE | 25.02.2014 à 12h04 • Mis à jour le 26.02.2014 à 12h09 | **Julien Bouissou** (Lucknow, Inde, envoyé spécial)

http://abonnes.lemonde.fr/planete/article/2014/02/25/les-rates-de-l-ecole-publique-indienne-menacent-l-avenir-de-millions-d-enfants_4372895_3244.html?xtmc=les_rates_de_l_ecole_publique_indienne_menacent_l_avenir_de_millions_d_enfants&xtcr=1